

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 210. — 17 OCTOBRE 1964

LES FRANÇAIS TRAVAILLENT TROP

RÉDUISONS LES HORAIRES par Pierre Naville (pages 6 et 7)



L'Afrique connaîtra-t-elle son heure chinoise

(Page 9)

● **A propos des camarades détenus pour aide au F.L.N.**

Nos amis Bachelet, Marliot, Kamianzach sont toujours en prison, deux ans après la proclamation de l'indépendance de l'Algérie.

Dans l'état actuel de l'opinion, même de l'opinion de gauche, il est impensable de monter une manifestation. Ne serait-il pas à l'honneur de T.S. qui est le seul journal à avoir pris la défense des détenus d'une manière courageuse et continue, de réserver toutes les semaines un pavé à ceux qui sont véritablement des oubliés. Par exemple :

Claude Bachelet, Gérard Marliot, Kamianzach ont aidé le peuple algérien à conquérir son indépendance. Ils sont encore en prison !

En effet : à quoi bon le silence prudent. Pour obtenir quoi ? L'Amnistie des O.A.S. ?

Sentiments socialistes.

N.D.L.R. — En contact permanent avec les avocats des camarades détenus, « T.S. » continuera à prendre toutes les initiatives pour obtenir leur libération.

● **A propos de « T. S. »**

Un réseau de correspondants du journal « Tribune Socialiste » devrait être constitué. Pour cela les camarades et amis du P.S.U. qui voudraient en faire partie seraient priés de le faire savoir en écrivant au journal qui se ferait un plaisir de leur envoyer la carte de correspondant après examen de leur candidature par la section locale ou la Fédération.

Beaucoup de militants et amis sont intéressés par la vie du parti, les problèmes divers des sections, soit sur le plan entreprise, municipal, difficulté ou facilité de l'unité de la gauche dans les localités.

A travers le journal on a l'impression que les colonnes de « T. S. » sont réservées toujours aux mêmes pontifes, alors que de nombreux militants de bases mènent une bonne lutte dans l'ombre, au sein de leurs syndicats, comités d'actions laïques, mal logés, vente du journal, etc...

La deuxième page devrait être réservée aux communiqués des réseaux de correspondants.

N.D.L.R. — Tous les lecteurs peuvent être correspondants à « T. S. » et c'est avec plaisir que nous prendrons leur copie.

● **A propos de l'éditorial sur opposition et regroupement**

Cet éditorial de Puisais rachète la tentative de justification sur l'affaire de Belfort ; cette position correspond à l'idée que nous nous faisons et à ce que nous exigeons d'un parti comme le nôtre.

Il apparaît de plus en plus clairement que le PSU est le seul à être partisan du socialisme.

Si nous faisons alliance avec les autres formations, nous entrons dans leur jeu et nous perdons ainsi notre raison d'être.

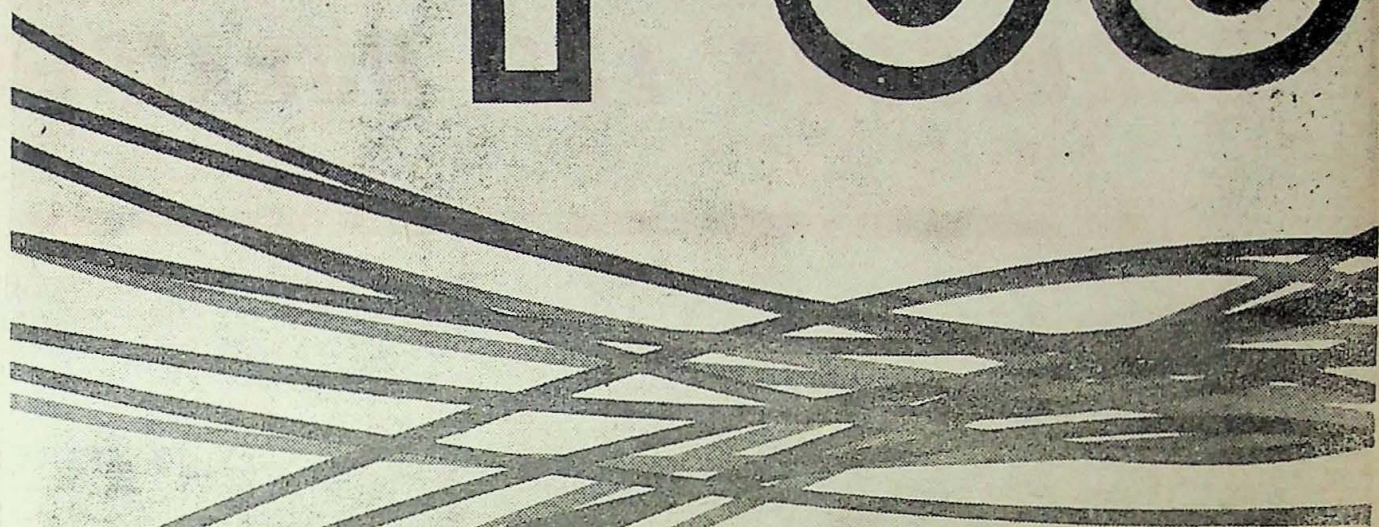
Nous sommes placés devant un choix tragique : ou nous débarrasser du gaullisme au plus vite et pour cela abandonner le socialisme, ou bien alors, garder le gaullisme et... préparer le socialisme.

Le recul de l'idéal socialiste que nous constatons a commencé bien avant la Cinquième et tout porte à croire que ce Rassemblement Démocratique ne pourra que le faire reculer encore.

Hâtons-nous lentement, l'impatience n'est pas une vertu politique, le socialisme doit se traiter avec respect, il ne faut point le dévaluer en l'utilisant à toutes les fins, les moyens sont ici inséparables de la fin. Il ne faut pas le mélanger à n'importe qui, ni vouloir le construire avec n'importe quoi. Il n'est à sa place que dans deux cas seulement : dans une opposition qui se construit, et, plus tard, lorsqu'il est à même de rentrer en fonction et d'assumer ses responsabilités.

pour une victoire
de la gauche aux
élections municipales
avec le

PSU



**UNION DES FORCES
POPULAIRES ET
SOCIALISTES**



ADHÉREZ AU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ - 81 RUE MADMOISELLE PARIS 15

Le B.N. du P.S.U. vient d'éditer, pour la campagne des élections municipales, l'affiche ci-dessus. Format demi-colombier, trois couleurs. Prix 0,15 F l'exemplaire.

Cette affiche est immédiatement à la disposition des Fédérations et des sections.

Des localités rurales aux villes industrielles, les murs doivent se couvrir des mots d'ordre du parti.

T.S., 54, boulevard Garibaldi, Paris-12°. C.C.P. Paris 5826-65.

● **Levallois : une excellente initiative**

Notre camarade Pavie, secrétaire fédéral, nous écrit :

La section de Levallois arrivant à vendre chaque dimanche les 40 exemplaires à la criée commence à en tirer un certain bénéfice et envisage sous peu d'augmenter sa commande. Jusqu'ici ce bénéfice servait à payer un certain matériel acheté grâce à des avances faites par les membres de la section. Elle prend l'engagement chaque fin de mois de prélever 1.000 F anciens sur ce bénéfice. De ce fait, dès fin octobre, nous l'enverrons chaque mois le montant de la facture majoré de 1.000 anciens francs.

Ce n'est qu'un geste symbolique, mais si chaque section en faisait autant, le journal serait sauvé.

Succès de la gauche dans les Ardennes

Une élection au Conseil général dans le canton de Signy-l'Abbaye (2^e tour, le 11 octobre) a donné les résultats suivants :

Lebrun, indépendant de gauche, soutenu dès le premier tour par le P.S.U., 1.132 voix, élu.

Misset, droite, 863 voix.

Au premier tour, Lebrun avait obtenu 854 voix contre 752 à Misset, 213 à Montreuil, communiste, et 66 à Vassal, « V^e République ».

Le communiste s'était désisté pour Lebrun.

Il s'agissait de remplacer Ganichon, radical, décédé, réélu au second tour en juin 1961, avec 1.006 voix contre 905 à Misset.

On a donc enregistré le 11 octobre un progrès de la gauche et un recul de la droite.

Communiqué

Le numéro 40-41 du *Courrier du P.S.U.* (août-septembre 1964) qui vient de paraître contient, outre le dossier de l'élection de Belfort, l'ensemble des textes adoptés ou présentés au cours du dernier C.P.N. en vue de la préparation du Conseil national du Parti des 7 et 8 novembre 1964.

La publication de ces textes était prévue dans la convocation du Conseil national, qui est rappelée en première page de ce numéro du *Courrier*.

Le numéro suivant du *Courrier* à paraître pour le 30 octobre ne comportera aucun texte relatif à l'ordre du jour du Conseil national.

Un pas en arrière...

Un pas à droite

LA campagne pour les élections présidentielles se jalonnant par les noms des villes où Gaston Defferre nous dévoile peu à peu sa stratégie, nous dirons donc que Clermont-Ferrand est en retrait sur Sisteron, et que nous sommes replacés devant la situation du mois de juin, après Bordeaux et Marseille.

A Sisteron il avait semblé aux observateurs politiques que, revenant sur ses premières déclarations, le maire de Marseille concevait qu'il ne pouvait aller plus avant dans sa campagne d'opposition sans accepter de prendre contact avec les formations politiques et syndicales d'inspiration socialiste et sans chercher à définir avec elles les bases d'un accord programmatique. Il semblait du reste que ce soit la moindre des choses puisqu'il entendait se présenter comme le candidat de la gauche.

Or, à Clermont-Ferrand, le ton change. Gaston Defferre veut bien « converser » mais seulement avec ceux, hommes ou partis, qui au préalable reconnaissent son obédience.

Pour les autres qui s'interrogent, point de discussion commune. Le processus engagé est tel qu'il leur faudra d'abord faire œuvre d'allégeance avant de savoir sur quoi et pour quoi.

On reconnaît là une idée chère à Guy Mollet. Celui-ci dans les coulisses tirant en fin de compte les ficelles et imposant sa thèse, surtout si elle embarrasse Defferre : à savoir que le président de la République, catalyseur des « Démocrates » et arbitre de leur politique, n'a point à parler de programme. Ce qui compte d'abord, c'est son élection.

On verra ensuite quelle politique faire, inspirée par les « options fondamentales » distillées au fur et à mesure du déroulement de la campagne. Cette tactique imposant donc de passer par-dessus les partis et les syndicats et de s'adresser directement à la Nation afin de forcer l'adhésion sans passer par la discussion.

Le journal « Combat » commente ainsi son approbation en reconnaissant « que la méthode du maire de Marseille n'est pas éloignée de celle du général de Gaulle » et « qu'il apprécie dans le système présidentiel le contrat entre les citoyens et le chef ».

Il est vrai que nous touchons là l'ambiguïté de la méthode choisie par Gaston Defferre.

Pour renverser le gaullisme, il a choisi d'entrer dans l'actuel système institutionnel en faisant sienne la Constitution de 1958 modifiée 1962.

Nous dénonçons à nouveau cette erreur. Elle ne peut que servir le gaullisme. De cette manière, qu'il le veuille ou non, Gaston Defferre est inexorablement entraîné vers des combinaisons non démocratiques, lié à des groupes de pression irresponsables et condamné à de vagues déclarations d'intention, d'autant plus floues qu'il souhaite acquérir un large soutien sans engagement précis.

On comprend alors que Gaston Defferre se félicite d'Arcahon. Là, en effet, il n'a

pas à discuter sur le fond. Les motions sont si vagues qu'il peut les reprendre à son compte. En serait-il de même s'il précisait comment il entend réaliser « la libération des injustices économiques et sociales » et comment il conçoit l'organisation d'une « planification démocratique » ?

N'entrerait-il pas immédiatement en conflit avec des hommes politiques dont « l'expérience » qu'il leur reconnaît ne s'est guère jusqu'à ce jour manifestée comme consciente des réformes de structure à réaliser pour répondre aux données économiques du monde moderne ?

Gaston Defferre se satisfait d'un « accord de fond » et semble vraiment penser qu'ainsi réalisés « les regroupements ne se feront pas dans l'équivoque ni dans les artifices ».

Alors que c'est le contraire, exactement le contraire, qui se fera.

Comment en effet ne pas être d'accord avec Gaston Defferre lorsqu'il dit : « Il ne s'agit pas de faire élire un président de la République, sans savoir avec quelle majorité il pourra gouverner d'une manière stable », il faudra ensuite « obtenir une majorité de gouvernement qui assure la stabilité et l'efficacité dans la démocratie ».

La démocratie sera peut-être retrouvée, je le concède, mais que sera cette majorité et quelle politique fera-t-elle... demain... si elle n'est pas au préalable engagée solennellement par un accord précis sur les voies et moyens d'une politique valablement opposée au gaullisme ?

Unie aujourd'hui dans sa diversité par le seul lien d'un antigauillisme négatif, obligée pour se cimenter de ne pas approfondir ses divisions, désarticulée dès qu'il s'agira pour gouverner de choisir la ligne d'action politique qui devra succéder au gaullisme.

Où, vraiment, où sera son efficacité ? Et qui garantira sa stabilité ?

Où bien, par exemple, Gaston Defferre oubliera la nationalisation des banques d'affaires qui en font un socialiste, ou bien les « démocrates rassemblés » et les « républicains centristes » oublieront Gaston Defferre... et rien d'autre du reste ne les lie à lui que des vœux pieux et des engagements de principe, cette rupture leur sera facile et pratique.

Si la majorité de demain ce doit être à nouveau l'écartèlement d'une troisième force ou le négativisme d'un cartel, à quoi sert-il aujourd'hui de dédouaner les protagonistes d'hier ?

N'est-ce pas faire le jeu du gaullisme ? Il ne suffit pas de découvrir des conceptions modernes pour être « dans le vent ». On peut, certes, de cette manière réussir le lancement commercial d'un hebdomadaire. On ne peut valablement assurer le triomphe d'une opposition politique.

Je sais bien qu'autour de Gaston Defferre on lui conseille le mépris pour tout ce qui appartient aux partis, on lui explique que le dialogue direct, style gaulliste a du bon, et qu'il ne faut donc pas tomber

dans le piège de la conversation avec les formations politiques ou syndicales.

Ce serait être un « démarcheur » ou un « courtier ».

Etrange langage pour des démocrates ! La vérité est pourtant bien simple. Gaston Defferre ne pourra pas s'opposer victorieusement au gaullisme s'il ne s'appuie pas sur la masse des travailleurs, s'il ne les mobilise pas pour un combat où ils auront la certitude de ne pas être des dupes en puissance.

Et pour créer cette « dynamique », cet élan, cet engagement, il faut, avec les forces politiques et syndicales, engager des discussions sérieuses sur un programme précis, pour une politique vraiment progressiste.

Sinon, Gaston Defferre ne pourra pas se recommander d'elles dans son opposition, et il échouera.

La formule du « catalogue électoral » est trop facile. Entre le catalogue et les options fondamentales, il y a place pour un programme d'action politique qui oppose au gaullisme autre chose qu'un succédané.

Certes, on pourrait considérer comme un point acquis, pour l'immédiat, la déclaration du maire de Marseille concernant l'arrêt de la force de frappe nationale. Si ne demeurait pas le point d'interrogation concernant la force de frappe européenne... Mais nous aurions aimé, au moment où le gouvernement sort son V^e Plan néo-capitaliste, porteur en lui de toutes les contradictions du régime, que par des contre-propositions précises, Gaston Defferre affirme qu'une autre politique est opposable au gaullisme. Il est vrai que pour cela devrait nécessairement s'ouvrir le débat avec toute l'opposition socialiste, politique et syndicale, communistes compris.

Gaston Defferre ne pourra pas éternellement repousser cette confrontation.

Pour notre part, nous continuerons à donner la priorité à l'établissement d'un programme qui puisse être l'arme de la gauche française, nous refuserons de mener ce combat avec les méthodes du gaullisme et sur le terrain qu'il choisit lui-même. Nous pensons toujours qu'il ne suffit pas d'être antigauilliste pour être démocrate ou socialiste.

Le combat engagé dépasse le stade de l'élection présidentielle. Le plus important, c'est ce qui sera fait après. Démolir une Bastille, oui, mais pas pour construire une Tour de Babel.

C'est dans cet esprit que le P.S.U. prépare les travaux de son Conseil national des 7 et 8 novembre.

Son but sera de proposer à l'opposition de gauche au gaullisme une plate-forme politique unitaire claire, précise et limitée.

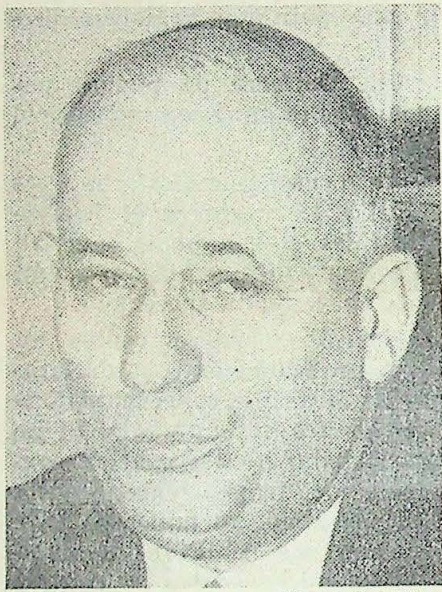
Plus le temps passe, plus nous sommes certains que la minute de vérité approche qui montrera nettement que notre fermeté est la seule garantie sérieuse à une lutte victorieuse contre le gaullisme et ses patrons du grand capital.

Harris Puisais

WEEK-END DE CONGRÈS

Le Comité central du P.C. : Favorable au contre-plan

Le Comité central du Parti communiste français s'est réuni les 9 et 10 octobre, à Ivry. L'examen des problèmes de politique intérieure et extérieure a été conclu par un durcissement de la position du P.C. M. Waldeck-Rochet a précisé que, faute d'une entente sur un programme commun des partis démocratiques, le P.C. pourrait envisager la candidature d'un de ses membres à l'élection présidentielle. Commentant cette déclaration, René Andrieu s'en prend, dans « l'Humanité », plus directement à Gaston Defferre qui, dit-il, « s'orienta à Marseille vers la reconduction des ententes nouées dans le passé avec la droite ». Le P.C. semble donc, pour les élections municipales, devoir être plus vigilant qu'il ne le fut pour les élections cantonales dans la formation de ses alliances. Espérons donc que nous aurons ainsi par l'exemple, la définition de ce qu'il faut entendre par le vocable « démocrates » souvent employé par le P.C. dans ses déclarations.



Waideck-Rochet : entre dans la collégialité.

Nous relèverons dans la résolution sur la situation politique, ce passage relatif à la politique internationale : « Le nouveau rapport des forces dans le monde, les contradictions croissantes entre les pays impérialistes, la pression qu'exercent les luttes de notre peuple ont conduit le général de Gaulle à adopter des positions plus réalistes sur quelques questions internationales ». Il est intéressant en effet de suivre l'évolution de la position du P.C. face aux initiatives gaullistes en politique extérieure. Bien souvent celles-ci vont dans le sens de la politique soviétique, et il est bien évident que par souci de solidarité le P.C. français se doit de nuancer ses critiques.

En ce qui concerne la vie intérieure du Parti, il semble que la position de Waldeck-Rochet soit moins forte qu'après le décès de Maurice Thorez. Le Comité central voyait en lui un très bon second du Président, il est plus réservé pour lui confier la direction exclusive du Parti.

La résolution politique votée indique les grandes mesures préconisées dans le domaine économique : « nationalisations, pouvoir de contrôle des travailleurs à tous les échelons de la vie économique, orientation des investissements vers les secteurs prioritaires, Education nationale, logement, Santé publique ; réalisation d'un plan économique, social et culturel fondamentalement différent du plan gaulliste par ses objectifs et par son élaboration démocratique, par ses moyens comme par les conditions politiques de sa mise en œuvre ».

Nous ne pouvons que nous féliciter de cette prise de position. Un « contre-plan » opposé à celui de de Gaulle et Pompidou, voilà l'une des bases du rassemblement de l'opposition socialiste !



(Photo Keystone.)

Lecanuet : pourvu qu'il y est une présidence.

Les assises M.R.P. : La valse-hésitation

Il y a deux M.R.P. Celui de l'état-major du Parti. Celui de M. Pflimlin.

Le premier a tenu son Conseil national en l'absence du second.

Pour qui voudrait s'y reconnaître, voici ce qu'il faut en conclure : Le M.R.P. est disponible.

● Il peut très bien seconder Defferre mais il souhaite que Guy Mollet devienne defferriste et prenne le même langage que le maire de Marseille. Profitant de la méthode employée dans la campagne présidentielle, il offre à Gaston Defferre d'envisager la motion d'une force politique nouvelle groupant les démocrates.

● Il peut aussi, en dehors de la S.F.I.O., créer cet autre Comité des démocrates auquel songe le radical defferriste Maurice Faure qui, un pied dans chaque camp, a bien du mal à retrouver son équilibre. Et pourtant ! Ce rêve d'un parti conservateur, qu'annonçait Lecanuet, nous est présenté comme une préoccupation déglagée de « toute combinaison électorale ». Mais ce sera pour demain, nous dit-on. Selon le résultat des élections présidentielles. Il sera temps alors de changer de camp et de crier victoire.

● Il peut encore, avec Pflimlin, rester fidèle à ses électeurs, toujours gaullistes, et rallier la majorité U.N.R. Pour garder les municipalités M.R.P., bien sûr, pour préparer le soutien à de Gaulle, et s'associer au char de Pompidou, Pflimlin se voit très bien dans cet après gaullisme, jouer la carte de Pompidou, nouveau Pinay, personnage rassurant de la bourgeoisie française, caution efficace du capitalisme d'affaires, et, pourquoi pas, homme de confiance d'un cléricisme sans lequel le M.R.P. ne serait rien.

Le choix pour le M.R.P. est donc de s'offrir au plus offrant. Ou, plutôt, de se partager. Au fait, est-ce bien cela la multiplication des pains ?

L'extrême-droite : Pétain contre de Gaulle

Voter Tixier-Vignancour, c'est voter Pétain.

Par ce slogan, les 10.000 pieds-noirs réunis en congrès à Toulouse, se sont donc trouvés rajeunis de quelques années. L'époque où justement ils étaient déjà plus pétainistes que gaullistes.

L'extrême-droite a trouvé son chantre et peut donc désormais, officiellement, se réunir : finie l'ombre de

l'O.A.S., plus besoin de clandestinité. On est encore en veston. C'est l'époque de Maurras. Bientôt la chemise sera de rigueur. Le Pen retrouvera boudrier et battle-dress. Il continuera son éternel canular. Avant-hier second de Poujade. Hier, lieutenant de Dides. Aujourd'hui, présentateur de Tixier.

Il se moque du reste bien de Pétain. Sans doute n'a-t-il jamais été aussi favorable au maréchal de Vichy ! Mais que lui importe. Il y a du bruit. On gueule bien. On apostrophe la République. On tutote le bourgeois. On fait un peu peur. Le Pen est aux anges.

Au fond, il est le seul qui ne doit pas, à droite, prendre Tixier-Vignancour au sérieux.

Mais sous cette agitation, quel bon prétexte pour retrouver les activistes, les regrouper et ressortir un jour les factions.

Campagne à suivre. Elle nous permet de situer exactement les limites du fascisme en France.



(Photo A.D.P.)

Tixier-Vignancour : retrouve le goût du Vichy.

BUDGET

Réactionnaire • Mauvais départ pour le V^e Plan

Le Parlement vient de commencer l'examen du projet de budget pour 1965, que lui a soumis le gouvernement. Il était difficile d'imaginer un budget plus réactionnaire. De Gaulle, Pompidou et Giscard se sont d'ailleurs fait une gloire de l'intituler « Budget à la Poincaré », ce qui en dit long sur son contenu anti-social et récessionniste.

Ne nous laissons pourtant pas emporter par le plaisir des images. Et étudions, chiffres en main, cette nouvelle loi de finances.

Trois impératifs ont présidé à son élaboration :

1 La suppression de l'« impasse » budgétaire, voulue par de Gaulle (malgré Giscard) parce que le Président de la République voyait là un grand thème psychologique pour sa prochaine campagne présidentielle : « On n'a jamais vu ça depuis trente ans... »

Cela signifie en clair qu'un certain nombre de dépenses provisoires de l'Etat (les prêts aux entreprises nationales ou aux organismes d'H.L.M.), qui lui seront progressivement remboursées, seront couvertes non plus comme autrefois par des recettes provisoires (les emprunts) mais par des recettes définitives (des impôts). L'Etat dépensera donc à titre définitif sensiblement moins (5,6 milliards de francs, soit 6 %) qu'il ne percevra de recettes définitives.

2 La limitation de l'augmentation des dépenses au rythme d'augmentation de la production nationale. Celle-ci devant progresser en volume de 4,3 % l'an prochain, d'après les pronostics actuels, alors que les prix monteront de 2 % environ (toujours selon les pronostics), la progression en valeur de la production nationale sera environ de 6,3 %. C'est d'une proportion voisine qu'augmenteront les dépenses de l'Etat (6,85 %).

3 Le refus d'impôts nouveaux. Aucune taxe ou impôt nouveau ne sera, en effet, créé ; le barème fiscal sera même légèrement allégé.

Ces trois considérations, déclarées fondamentales par l'Elysée, ne pouvaient guère aboutir à un budget très différent de celui qui a été présenté. Puisque les dépenses ne devaient pas augmenter de plus de 6,8 %, que l'impasse devait disparaître et qu'il ne devait pas y avoir d'impôts nouveaux, cela situait l'accroissement des recettes à 6 % environ par rapport à cette année, soit 11,2 % par rapport aux prévisions qu'on avait faites il y a un an pour 1964 (la différence — 5,6 milliards de francs — correspondant aux plus-values fiscales constatées cette année).

Comment, dans le détail, se sont traduits ces choix initiaux ?

Les dépenses sociales sacrifiées au profit de la force de frappe

De singulières priorités, typiques des préférences du gaullisme, ont été retenues dans le choix des dépenses. La force de frappe a vu ses crédits d'équipement augmenter de quelque 25 %, passant de 4 milliards de francs à 5.100 millions. Ce chiffre ne représente d'ailleurs pas le coût total de la force de frappe, puisqu'il faut y ajouter certaines dépenses militaires communes aux autres armes (aéro-dromes et radars des « Mirage IV », par exemple ainsi que les traitements des milliers de soldats et d'officiers servant la force de frappe).

De même ont été majorés les crédits pour les autoroutes (+ 26 %) et pour les téléphones (+ 11,5 %). Comme le total des dépenses était strictement limité, il a fallu sacrifier d'autres postes.

Les H.L.M. n'ont obtenu que 200 millions de crédits supplémentaires (5,6 %) ; cela permettra seulement de financer 96.000 H.L.M. locatives (au lieu de 92.000 cette année), alors qu'il en faudrait plus de 300.000 par an pour résoudre la crise du logement qui frappe tout particulièrement les familles populaires.

Les constructions scolaires n'ont, de leur côté, vu leurs crédits progresser que de 7 %, alors que, dans ses propres documents, le gouvernement reconnaît que l'exécution du IV^e Plan est fort en retard en ce domaine. C'est très délibérément que le gouvernement gaulliste a donc décidé de ne pas rattraper ce retard l'an prochain : selon le Commissariat du Plan, le IV^e Plan s'achèvera en 1965 avec quelque 10 % de retard dans ce domaine (et même un peu plus, selon d'autres experts).

Il n'y a pas que l'équipement social qui ait été sacrifié. En dépit des promesses faites au printemps 1963, sous la menace de la grève, le gouvernement a refusé d'accorder le droit de rattrapage aux salariés de l'Etat. Travailleurs des entreprises nationales et fonctionnaires verront leurs salaires augmenter de 4 % seulement en deux fois l'an prochain, ce qui aggravera le retard de quelque 8 % qu'ils ont pris en 1963-1964 sur les salaires du secteur privé.

Pareillement, les familles ne bénéficieront d'une augmentation de prestations familiales que de 2,3 % au mois d'août, ce qui accroîtra de 4 à 5 % au moins le retard de leur niveau de vie sur celui des célibataires de même qualification. Enfin, l'aide à l'Algérie a été réduite d'un tiers, ce qui ramène à peu de chose les grandiloquentes déclarations du général de Gaulle sur l'aide aux pays sous-développés et la « troisième force »

internationale dont la France serait le leader.

Un train de hausses des tarifs publics

Ces économies ne suffisaient d'ailleurs pas encore. Aussi le gouvernement a-t-il décidé de limiter les subventions aux entreprises nationales et de demander à la Caisse des dépôts et consignations de financer une importante partie des investissements publics.

Les conséquences sont immédiates : pour compenser l'aide budgétaire un train de hausses des tarifs publics a été mis sur les rails : augmentation de 20 % du prix des timbres (portés à 30 centimes à partir du 1^{er} janvier) ; majoration de 8 % des communications téléphoniques ; hausse de 5 % des tarifs marchandises de la S.N.C.F. ; hausse de 2,5 % probablement des tarifs industriels d'électricité (déjà majorés en août pourtant)...

Quant à la Caisse des dépôts, incapable de faire face à ses anciennes dépenses ainsi qu'aux nouvelles, elle va devoir réduire l'an prochain son aide aux collectivités locales : ce qui veut dire, en clair, qu'un nombre important de travaux locaux ne seront pas financés : écoles, routes, adductions d'eau, maisons de jeunes...

La comédie de l'allégement fiscal

Bilan donc négatif du côté des dépenses. Voyons maintenant les recettes. Ici nous sommes en pleine comédie italienne. Non seulement il n'y aura pas d'impôts nouveaux, a déclaré le gouvernement, mais encore des allègements fiscaux viendront soulager le contribuable. (De Gaulle n'oublie pas que 1965 sera une année doublement électorale...)

En réalité, c'est de la poudre aux yeux qui est lancée par le pouvoir. Il suffit, pour s'en apercevoir, de comparer les recettes fiscales prévues pour 1964 à celles envisagées maintenant pour 1965 : les secondes dépassent les premières de quelque six milliards.

Pourquoi ? Tout simplement parce que les recettes de l'Etat ont augmenté cette année de 5,57 milliards par rapport aux prévisions et qu'on prévoit de les augmenter encore l'an prochain de 4,40 milliards. D'où viennent ces recettes supplémentaires ? Un petit tableau simple permet de s'en apercevoir.

ORIGINE DES RECETTES SUPPLEMENTAIRES DE L'ETAT (en milliards)

	Plus-val. fiscales en 1964 p. rapport aux prév.	Recettes supplém. prévues en 1965	Total
Imp. sur le revenu...	1,11	1,97	3,08
Imp. sur consomm....	3,81	1,94	5,75
Imp. sur sociétés...	0,35	0,18	0,53
Imp. sur fortune...	0,30	0,31	0,61
Total	5,57	4,40	9,97

Comme on le voit, toutes les catégories d'impôts ont vu cette année et verront l'an prochain leur rendement augmenter. Mais la plus-value principale concerne les impôts sur la consommation, c'est-à-dire ceux qui

pénalisent le plus insidieusement la grande masse des petits consommateurs, ceux qu'on paye en achetant n'importe quoi, sans même savoir que, ce faisant, on paye l'impôt.

Le gouvernement, il est vrai, n'a pas prétendu alléger la fiscalité sur la consommation, mais celle sur les revenus. Ici, la plaisanterie est encore plus forte : car on constate que ce ne sont pas les profits des sociétés qui feront l'an prochain l'objet d'un prélèvement fiscal accru, mais bien les revenus des particuliers : 1,97 milliard d'impôts en plus pour ceux-ci, contre 0,18 milliard seulement — onze fois moins ! — pour les sociétés.

Les contribuables paieront donc nettement plus d'impôts sur le revenu qu'auparavant (18 % selon le ministère des Finances). Mais alors pourquoi le gouvernement parle-t-il d'allègement ? Parce qu'il a effectivement prévu diverses réductions du barème fiscal.

Les unes se traduiront effectivement par une réduction de l'impôt : les propriétaires d'obligations négociables en Bourse, les particuliers qui font de grosses transactions en Bourse, les propriétaires d'actions bénéficieront, sous des titres divers d'allègements fiscaux évalués à plus de 30 milliards d'anciens francs, en année pleine à partir de 1966. De même trente mille gros contribuables n'auront plus l'an prochain à payer le demi-décime d'impôt sur le revenu, institué en 1956 pour financer l'allocation vieillesse. On le voit, le gouvernement n'a pas lésiné pour les gros revenus.

En revanche, pour les revenus faibles et moyens, l'allègement du barème de l'impôt progressif sur le revenu empêchera simplement les contribuables de payer autant d'impôts supplémentaires qu'ils l'auraient dû si le barème était resté inchangé. On a calculé que le supplément d'impôt sur le revenu serait ainsi ramené de 24 à 19 %. Cela fait tout de même 18 % de plus.

Il est d'ailleurs fort significatif que le supplément d'impôt à ne pas payer soit seulement de 1.500 anciens francs par an pour le salarié gagnant 110.000 francs par mois, mais de soixante fois plus pour celui qui gagne 900.000 francs par mois et de cent trente fois plus pour celui qui gagne 1,8 million par mois. C'est ce que Pompidou appelle « réduire les inégalités sociales ».

Handicap pour le V^e Plan

Un budget aussi réactionnaire constitue-t-il au moins un bon départ pour le V^e Plan gaullistes qui commencera en 1966 ? Nullement. La limitation à des taux dérisoires de l'augmentation des crédits pour les équipements collectifs sociaux (écoles, hôpitaux, H.L.M...) constitue, en fait, un gros handicap par rapport au V^e Plan qui prévoit, on le sait, un effort nettement plus important, bien qu'encore insuffisant.

De même, la limitation des investissements publics destinés à la production industrielle, ainsi que l'absence de relance sérieuse des investissements privés compromettent la reprise économique qui serait nécessaire pour que le V^e Plan dispose d'une bonne rampe de lancement.

Enfin, en différant la solution de toute une série de revendications sociales (rattrapage des salaires publics, retard des prestations familiales, blocage des prix agricoles...), le budget 1965 accumule, pour la période du V^e Plan, toute une série de facteurs de hausse des coûts ou des prix qui sont contradictoires avec l'hypothèse de quasi-stabilité du coût de la vie formulée au départ du V^e Plan.

Tout ceci est d'ailleurs tellement évident qu'aussi bien le gaulliste Vallon (autrefois dit « de gauche »), rapporteur général du budget à l'Assemblée, que le commissaire adjoint au Plan, Ripert, viennent, tour à tour, de souligner la précarité de la situation actuelle et ses inconvénients pour le V^e Plan. Vallon a dû reconnaître que les disparités de revenus s'aggravaient, que les causes de l'inflation demeuraient, que la hausse des prix était, sur plusieurs années, plus forte en France qu'à l'étranger. Le commissaire Ripert a déclaré, de son côté, que le retard pris par l'équipement national en 1965 pèserait sur l'avenir du V^e Plan.

Le gaullisme, après avoir amusé le tapis pendant des années, commence à devoir faire face, de plus en plus difficilement, à ses contradictions. De Gaulle espère qu'elles n'apparaîtront pas trop en public avant l'élection présidentielle. Il n'appartient qu'à nous d'empêcher la clandestinité sur laquelle il compte pour tromper l'opinion.

M. Rungis.



(Photo Keystone.)

On continue la série des Wladimir...

O.R.T.F.

L'optimisme de M. d'O

M. d'Ormesson a fait une déclaration au journal *Le Monde*.

Nous ne partageons pas l'optimisme du rédacteur qui, dans le chapeau dudit article, semble se satisfaire des affirmations du président du conseil d'administration de l'O.R.T.F.

Certes, en apparence, tout est pour le mieux. Cependant, derrière le grain des phrases — et le distingué membre de l'Académie française n'est pas avare de vocabulaire — se cache la paille des mots.

Lorsque des revues de presse citent les différentes nuances de l'opinion, nous aimerions que ce soient des professionnels de la presse, donc des journalistes, qui puissent juger de l'objectivité de ces revues de presse dont on sait trop bien comment on peut leur faire dire ce que l'on veut.

Quant aux « tribunes libres » et « enquêtes » de la radio, nous ne voudrions pas douter de l'honnêteté intellectuelle de leur responsable ; tout au plus pourrions-nous craindre qu'il soit trop « réceptif » aux sollicitations du pouvoir, l'indépendance et la volonté n'étant pas les meilleures qualités de son caractère. Pourtant, nous ne voyons pas pourquoi ces tribunes ne seraient pas aménagées également à la télévision. Les déclarations de M. d'Ormesson frisent le sophisme lorsqu'il tente de définir la place des pouvoirs publics et de l'opposition. Cacophonie, dit-il, si l'on donnait la parole à toute l'opposition. On pourrait lui faire remarquer que la faute incombe au gouvernement si l'opposition — de droite et de gauche — tient, en ce pays, une place tellement importante. C'est là un aveu de notre honorable académicien.

Organiser la confrontation, la discussion, le choc des idées, le dialogue enfin, est-ce là organiser le chaos politique ? Si le gouvernement est tellement sûr de sa pensée, que craindra-t-il de cet affrontement permanent — puisqu'il sera présent et qu'il aura le dernier mot ?

On ne peut comparer la France ni aux Etats-Unis ni à la Grande-Bretagne, car ni le présidentielisme fédératif ni la démocratie royale ne peuvent se comparer avec la pseudo-démocratie parlementaire et unitaire du régime de la V^e République française.

Terminons en constatant que M. d'Ormesson a confirmé l'introduction de la publicité à l'Office R.T.F. :

« La publicité n'est pas inconcevable », dit-il, mais le conseil d'administration n'en a pas encore discuté. Dame ! cela dépend : primo, du Parlement, secundo, du gouvernement... En définitive, du pouvoir ; M. d'Ormesson et son conseil ne sont pour rien là-dedans. Or si l'on écarte les avances du Trésor et l'emprunt, il ne reste, pour résorber le déficit, qu'à trouver des ressources extérieures. Certes, la publicité n'est pas inconcevable ; d'ailleurs, les émissions compensées existent. Mais lorsque se posera le problème dans son entier, c'est-à-dire lorsqu'il sera fait appel aux publicitaires, alors l'Office R.T.F. se trouvera devant le double dilemme de la redevance et de ses rapports avec la presse écrite. On comprend donc que M. Wladimir d'Ormesson, malgré la présence de M. Stanislas de Gozdawa comme directeur des relations extérieures, ait jugé prudent de réserver l'attitude du conseil d'administration, le sujet étant vraiment par trop scabreux pour un président, même s'il détient ce fauteuil de la magnanimité du pouvoir gaullien.

Nous reconnaissons cependant, avec M. d'Ormesson, « qu'il faut lutter pour que radio et télévision ne deviennent pas de puissants flefs d'intérêts privés ».

Nous pensons que la seule garantie c'est que l'Office de R.T.F. soit remis à la nation, c'est-à-dire que son conseil d'administration soit représentatif des courants de pensée et d'opinion du pays et absolument indépendant des intérêts privés... et du pouvoir politique.

Qu'en pense M. d'O ?

Bertrand Renaudot.

(Voir Tribune Socialiste du 3 octobre, n° 208.)

Où va l'Amérique latine ?

Le Centre d'études socialistes organise, sous la présidence de M^e Yves Jouffa, un débat sur le sujet : « Après la révolution cubaine, où va l'Amérique latine ? »

Le mardi 20 octobre, à 20 h. 30, Grande Salle des Horticulteurs, 84, rue de Grenelle : interventions de Juan Arcocha, Josué de Castro, Claude Julien, Mario Vargas.

LE BILLET DE JEAN BINOT

« Vivent les étudiants... »

(air connu)

« S'il faut en croire les envoyés spéciaux (et pourquoi ne pas les croire ?) le plus illustre homme d'Etat de l'univers — comme Pompidou l'appelle — a été acclamé par les étudiants. »

Un grincheux nous objectera que ça se passait au Paraguay, où il a parlé de latinité, de culture — alors qu'en France...

En France, soyons juste, il a proclamé à maintes reprises que la jeunesse a l'avenir devant elle, ce qui déjà touchait au sublime.

Il se trouve, hélas ! que nos étudiants, dépourvus de toute spiritualité, n'ont à la bouche que les expressions du matérialisme le plus bas : amphithéâtres, restaurants et chambres... Il se trouve en outre que le grand Latin n'alla jamais cueillir de vivats au Quartier du même nom.

Alors, comme dirait l'autre : comment peut-on être Paraguyan ?



Une revendication vieille de plus d'un demi-siècle...

(Photo Violet.)

DURÉE DU TRAVAIL

*Le V^e Plan refuse la réduction.
Les travailleurs l'imposeront.*

LES directives gouvernementales données par Michel Debré pour le IV^e Plan indiquaient que la durée hebdomadaire moyenne du travail devait rester de quarante-cinq à quarante-huit heures.

Celles que Pompidou et Giscard d'Estaing ont données à P. Massé sont à peu près identiques. La durée moyenne hebdomadaire du travail doit rester dans l'ensemble ce qu'elle est, soit quarante-cinq à quarante-huit heures. Si une légère baisse doit se produire d'ici 1970, elle devrait se limiter « à un abaissement de la durée hebdomadaire autorisée, qui est actuellement de soixante heures ». En comptant par ailleurs sur une « réduction limitée et spontanée de la durée hebdomadaire du travail », on obtiendra peut-être une diminution moyenne d'une heure par semaine au bout de cinq années.

Disons-le tout de suite : cette volonté étatique et patronale de ne rien faire pour assurer une diminution importante de la durée du travail est la clé de voûte du V^e Plan.

Si l'on en croit les planificateurs, ramener la semaine moyenne de travail à quarante heures pour un volume de salaires en progression de 2 à 2,5 p. cent, ce serait mettre tout le Plan par terre — et peut-être le capitalisme par-dessus le marché !

Un objectif valable

Nous allons voir ce qui en est. D'abord, il faut démasquer une série de sophismes, d'ailleurs bien mal entortillés par les « techniciens », un peu gênés aux entournures.

Le rapport sur le V^e Plan déclare qu'une « réduction forte et délibérée de la durée du travail peut constituer un objectif valable », mais que « dans l'état présent de nos possibilités techniques et de nos ressources en main-d'œuvre, particulièrement en

main-d'œuvre qualifiée, un tel choix devrait s'accompagner de celui d'un taux d'expansion nettement plus faible ».

D'autre part, cette réduction « aurait dans l'immédiat toute chance de jouer contre l'équilibre en raison des fortes pressions qui s'exerceraient pour le maintien du rythme de croissance des consommateurs et, corrélativement, des rémunérations à un taux élevé ».

Que signifie ce jargon ? En clair, ceci : une réduction sensible, mettons à quarante heures hebdomadaires, est impossible pour deux raisons : 1^o parce que la production diminuerait relativement (croîtrait moins vite) ; 2^o parce que cela équivaudrait à une hausse inflationniste des salaires.

À cela nous répondons deux choses. D'abord aucune information, aucun calcul ne permettent au gouvernement de tirer ces conclusions. Ensuite, les éléments disponibles, si on va les chercher là où ils sont, montrent au contraire que cette réduction est possible.

Moins avancés qu'en 1919

Voyons pour commencer ce qu'apprend le rapport de la Commission de la main-d'œuvre, qui s'est préoccupée des problèmes de la durée du travail pour le V^e Plan.

Ce rapport constate que l'on est aujourd'hui moins avancé qu'en... 1919, date à laquelle la journée de huit heures est obtenue en principe. En 1938, on fait un peu moins de quarante heures en moyenne. En 1945, la moyenne est de quarante-cinq heures. Elle remonte peu à peu en 1962-63 à quarante-cinq et quarante-huit heures. Donc, en quarante ans, aucun progrès, malgré une extension (faible) de la population

active, mais une production nationale plus que doublée et une productivité souvent décuplée dans certains secteurs !

Les statistiques disponibles, qui portent sur la durée effective du travail demandé, et non sur le nombre moyen d'heures de travail réellement fournies par travailleur ni sur le volume total d'heures de travail fournies dans l'entreprise, montrent une grande diversité selon les secteurs. Par exemple (1963) :

Bâtiment et T.P.	49,7 h
Métaux	47,5 h
Transports (sans S.N.C.F.)..	48,3 h
Habillement	42,4 h
Textile	44,1 h
Spectacles	41,5 h

La dispersion des durées est importante : pour l'ensemble de l'industrie de transformation, 10 % des ouvriers font plus de 51 heures, 80 % font entre 40 et 50 heures, et 10 % font 40 heures ou moins.

Dans les activités commerciales et libérales, 10 % font plus de 53 heures. Les écarts varient selon les branches : 2 heures dans le pétrole, 3 et demie dans les métaux (branches assez automatisées), 10 heures dans les cuirs et peaux, 14 heures dans les industries agricoles et alimentaires, etc.

Autres précisions : en 1963, la moyenne pour les employés est de 44,1, pour les ouvriers de 46,8. La moyenne est nettement plus élevée dans le Nord-Est que dans le Sud-Ouest. Pour les femmes, elle est en moyenne plus courte de 4,5 heures que pour les hommes. Ces écarts ont plutôt tendance à s'accroître.

Des calculs très approximatifs

Qu'est-ce que tout cela montre ? D'abord, qu'on ne peut s'appuyer sur aucune moyenne nationale de durée du travail pour effectuer des calculs de croissance du produit national. Ensuite, que la moyenne nationale et les moyennes particulières par branches, catégories professionnelles, sexes ou régions ne permettent pas non plus ce calcul, pour plusieurs raisons :

1. Ces moyennes sont des calculs très approximatifs, finalement moins précises que les chiffres des salaires versés ;

2. Ces moyennes ne tiennent pas compte du nombre total d'heures effectuées dans une année. Autrement dit, il faudrait établir le rapport entre l'ensemble des jours ouvrables et celui des congés, des jours chômés, de l'absentéisme, et des arrêts de travail quelles qu'en soient les causes. Des moyennes assez diverses par branches peuvent donner des volumes totaux d'heures travaillées par an assez voisins, par exemple si l'on compare le bâtiment et les métaux ;

3. Ces moyennes n'indiquent pas, et c'est le plus important, le volume réel d'heures travaillées dans une entreprise ou une branche pour des durées déterminées (semaine, mois ou année). Pourtant, cette information, mise en rapport avec le volume des salaires versés, le volume de la production et le volume des profits bruts et nets, serait la seule qui permettrait de dire avec sérieux, même pour les entreprises capitalistes, si et pourquoi telle durée hebdomadaire de travail par individu est compatible ou non avec tel taux de croissance du produit

Un trompe-l'œil

Autrement dit, la comptabilité du travail en moyenne hebdomadaire par travailleur est un trompe-l'œil que les entreprises capitalistes ont intérêt à conserver. La comptabilité en total d'heures de travail effectuées par entreprises pour une durée déterminée (semaine, mois et année) fournirait le seul indicateur ayant un sens économique réel.

La différence est facile à faire voir.

Par exemple : si 100 travailleurs d'une entreprise (ou d'une fraction d'entreprise) sont au régime normal de 45 heures, on dira que la moyenne est de 45 heures. Mais si une partie d'entre eux fait des heures supplémentaires, si du personnel volant vient boucher les trous, s'il y a de l'absentéisme, etc., le volume réel d'heures travaillées ne sera pas de

$$45 \times 100 = 4.500,$$

mais de plus ou de moins.

Dans le cas du travail en deux ou trois équipes successives, la différence est encore plus frappante. En 2×8 ou en 3×8 , la moyenne sera toujours de 8 heures par jour et de

40 ou 48 heures pour 5 ou 6 jours hebdomadaires, par *travailleur*. Mais pour l'entreprise, c'est tout différent : 101 travailleurs à 8 heures par jour = 808 heures travaillées. Mais en 2×8 , ces heures deviennent $800 \times 2 = 1.600$ heures pour 200 hommes. En 3×8 , ce sera, par exemple, $8 \times 2,5$ (les équipes de nuit étant moins nombreuses) = 2.000 heures. Autrement dit, pour une même moyenne journalière (ou hebdomadaire) de travail par travailleur, on pourra avoir un volume d'heures travaillées par entreprise du simple au double.

Or, ce qui intéresse l'entreprise, c'est le volume d'heures travaillées chez elle, et le volume de salaires que cela représente, et non le nombre de personnes qui y travaillent.

Mais les chiffres qui expriment cette situation, on ne les connaît pas. Le ministre du Travail s'en soucie comme d'une guigne, et le commissariat au Plan est incapable de les obtenir et des les élaborer.

Conclusion : les estimations du V^e Plan sur l'incompatibilité d'une réduction substantielle de la durée hebdomadaire du travail et d'une croissance du taux de production supérieure à 5 p. 100 par an sont un leurre, elles ne sont fondées sur aucun calcul sérieux, et ont seulement pour but de dissimuler la façon dont la politique salariale du patronat permet des profits de plus en plus incontrôlés.

Volume d'heures travaillées et volume de produits

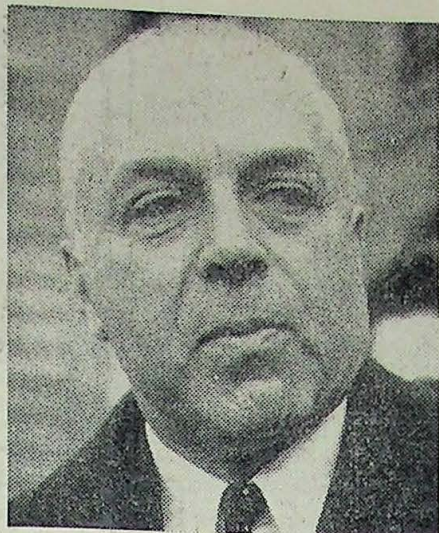
Continuons. La *productivité* se mesure, d'une façon ou d'une autre, par un rapport entre un volume d'heures travaillées et un volume de produits, d'une part, et par un rapport entre capitaux investis, taux de profit et volume des salaires versés, d'autre part. Le premier rapport permet de mesurer la productivité directe du travail.

Or, cette productivité ne cesse de s'élever, dans des proportions parfois vertigineuses là où l'automatisation fait les plus grands progrès. Autrement dit, même si le volume d'heures travaillées s'accroît faiblement, stagne, ou parfois diminue même temporairement, la production ne cesse de s'élever. Cela est vrai pour les transports (S.N.C.F.), comme pour la fabrication (chimie, textile, pétrole, etc.), ou le travail de bureau.

Mais cet accroissement de la productivité est aussi mal connu, ou plutôt dissimulé, de sorte que les employeurs peuvent toujours prétendre que des volumes de production en croissance ne peuvent être obtenus qu'avec de longues semaines de travail et seraient mis en péril par une diminution substantielle.

Le rapport de la Commission de la main-d'œuvre du Plan reconnaît bien qu'une diminution de la durée hebdomadaire du travail n'aurait peut-être pas d'effets trop néfastes sur le rendement et la productivité, mais il ne prend la question que par le petit côté des choses.

Il admet que des journées plus courtes, la semaine de 5 jours (surtout si l'on tient compte des temps de transport), pourraient avoir des effets bénéfiques (santé meilleure, équilibre nerveux restauré, emploi féminin accru, diminution de l'absentéisme, etc.). Il reconnaît que la diminution éventuelle de la production ne serait pas aussi importante qu'on le dit : « Une réduction de la durée hebdomadaire du travail de x p. 100 se traduirait (selon certaines estimations) par une réduction de la production de $x \text{ p. } 100 \times 0,6$ par rapport au niveau qui serait atteint à durée du travail constante ; en d'autres



(Photo Agip.)
Grandval :
ministre du Travail
et non des travailleurs.

termes, les effets déprimants de la réduction de la durée du travail sur la production seraient compensés à concurrence de 40 p. 100 environ.

Une situation variable

A notre avis, c'est trop peu dire. La situation peut varier selon les entreprises. Mais si l'on prend les choses globalement, on voit qu'une réduction du volume d'heures travaillées (lié tout de même aux durées moyennes hebdomadaires) n'est pas seulement compensée, même partiellement, mais dépassée, lorsque les investissements nécessaires et la réorganisation technique ont lieu. Témoins, encore une fois, les progrès de la Sidérurgie (deux fois plus d'acier qu'il y a dix ans avec presque le même personnel !), ceux de la SNCF, et même des Charbonnages.

D'ailleurs, ce rapport reconnaît qu'un raccourcissement notable et légal de la durée du travail pousserait à une extension, déjà importante, du système des équipes en 2×8 et en 3×8 . Au-dessous de 8 heures, il faudrait même parfois 4 équipes. Cela veut justement dire que ce qui compte en définitive, si pour l'entreprise l'on veut faire des calculs honnêtes de l'effet économique d'une réduction de la durée du travail, c'est le volume des heures travaillées pour une durée déterminée de fonctionnement de l'entreprise, et non l'inverse.

Dans ces conditions, on comprend pourquoi les travailleurs et leurs organisations syndicales se battent pour une réduction de la durée du travail. Devant l'incoordination du Plan, le vague et l'insécurité des données statistiques sur lesquelles il s'appuie, l'absence d'analyse économique claire des relations entre temps de travail, salaires et profits, ils défendent avant tout leur droit à une vie moins contrainte, moins accablée du matin au soir. On leur avait dit aussi que « l'industrie » ne pourrait pas absorber les congés payés de 15 jours. Maintenant, 4 semaines se généralisent, et pourtant on prévoit un taux de croissance de 5 p. cent !

Le Conseil national économique avait voté en février 1963 le rapport Charlot, qui concluait à un retour progressif de la semaine de 40 heures, garantissant les salaires actuels, au moins. Ni le gouvernement, ni le commissariat au Plan, n'ont voulu tenir compte des conclusions de ce rapport. Aujourd'hui, nous avons soulevé à nouveau la question. Nous y reviendrons plus en détail. En tout cas, c'est aujourd'hui la question clé pour les organisations syndicales et politiques qui veulent forger contre le plan capitaliste et gaulliste un plan d'action favorable aux travailleurs.

Pierre NAVILLE.

Les femmes et le V^e Plan

LE V^e Plan constate que, depuis 1914, le taux d'activité féminine n'a pas varié : il n'a pas, aujourd'hui, dépassé les 30 % constatés à cette époque. Il est facile d'en dégager les raisons dont les principales sont les suivantes :

- les carences de l'enseignement technique féminin, qui ne propose, trop souvent, aux jeunes filles que des métiers traditionnels et périmés ;

- les tendances fâcheuses d'une certaine presse, qui s'évertue à faire croire aux adolescentes que l'amour, l'ameublement et l'embellissement du logement, la maternité suffiront à remplir leur vie ;

- l'éventail trop souvent réduit des professions féminines ;

- l'absence de formation professionnelle chez les femmes, qui restent trop souvent, dans les entreprises où elles sont employées, des manœuvres mal payées ;

- les conditions inhumaines de travail de quantités d'ouvrières, qu'épuisent, dans certaines usines, les « cadences infernales » de la chaîne ;

- l'insuffisance du nombre de services sociaux, qui limiteraient la fatigue de la double journée.

Les Pouvoirs publics et, sans doute aussi, les partis de gauche, dont la carence dans ce domaine est à déplorer, sont les principaux responsables de la faiblesse numérique des femmes sur le marché du travail.

Le droit de la femme au travail est cependant inscrit dans la Constitution. Il est donc considéré comme un droit imprescriptible de la personne humaine. Et cela veut dire qu'il faut créer les conditions et les moyens pour donner à la femme la possibilité d'exercer ce droit.

Or si 20 % au moins de femmes mariées, qui ont conscience que le travail salarié est l'indispensable condition de leur indépendance morale, que l'exercice d'un métier est une garantie de sécurité pour l'avenir, ne peuvent exercer une activité hors du foyer, c'est souvent parce que la région qu'elles habitent ne possède pas de débouchés pour la main-d'œuvre féminine, et plus souvent encore parce qu'elles n'ont pas à leur disposition les services municipaux qui leur permettraient d'adapter leurs obligations domestiques et maternelles à une activité professionnelle.

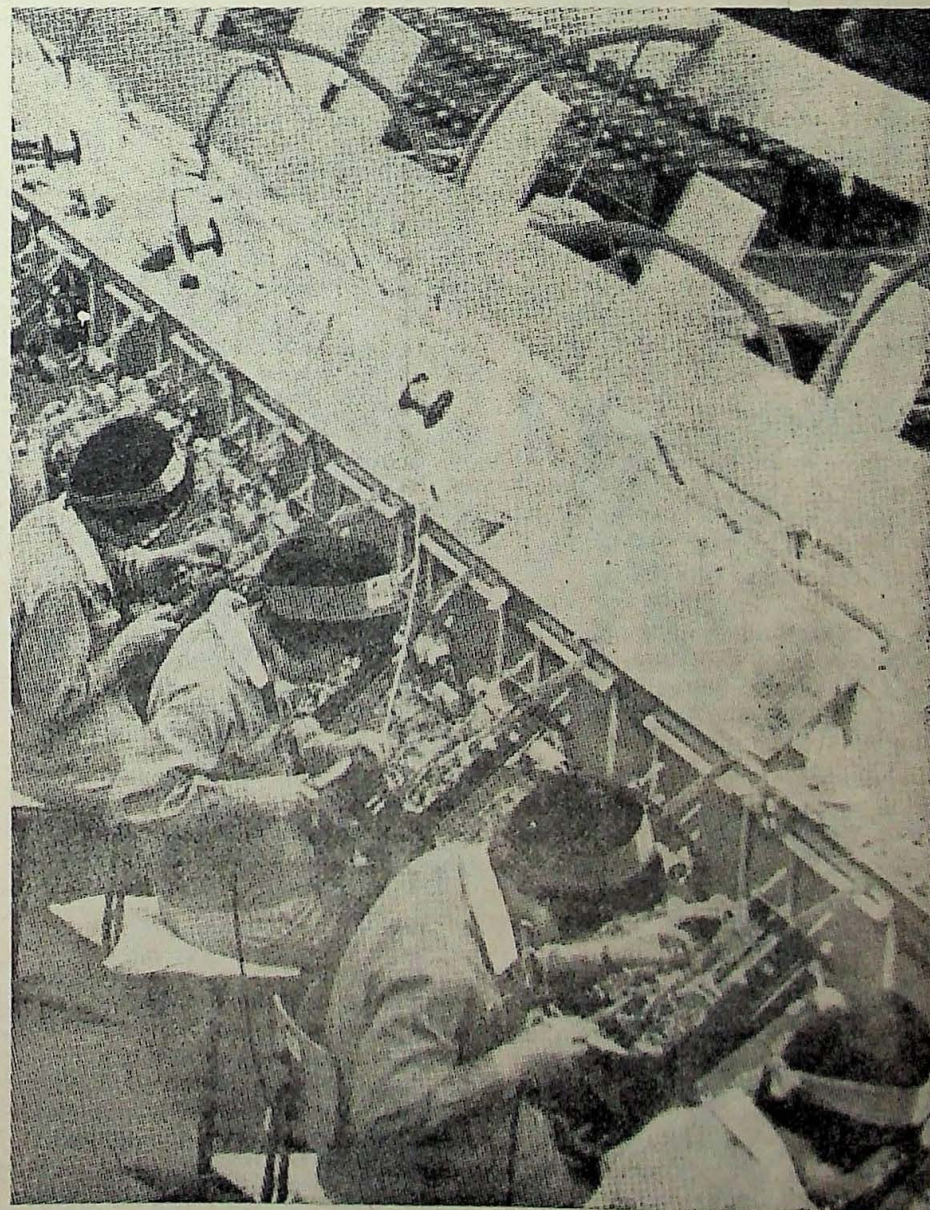
Une augmentation de 2 %

Le V^e Plan ignore aussi ce problème. Au lieu de faire sauter les verrous qui ferment à une très grande quantité de femmes l'entrée du marché de l'emploi, les technocrates du pouvoir prévoient seulement, dans le cadre de l'accroissement du potentiel de production de l'économie française, une augmentation de 2 % du taux d'activité féminine.

Cela signifie, d'une part, que l'on prive certains secteurs de production, qui ne peuvent se passer de main-d'œuvre féminine, de possibilités de développement. Et, d'autre part, que l'on refuse le droit au travail à un pourcentage important de femmes à qui la santé et l'âge permettent l'exercice d'une activité professionnelle.

Pense-t-on sérieusement à cet aspect du Plan, sur lequel il sera utile de revenir ?

Berthe Fouchère.



(Photo « Tribune ».)

Le droit de la femme au travail :
un droit imprescriptible de la personne humaine

AUTOMOBILE

Le Salon de la crise

CHACQUE année, le Salon de l'Automobile est placé sous le signe d'un événement particulier. Une année c'était Renault qui se distinguait avec la sortie de la Dauphine. Ce fut, souvenons-nous, un grand succès. Plus tard, nous avons connu la venue de l'« Ami-3 », qui eut un succès d'estime. Mais aujourd'hui, dans le Parc des Expositions, les automobiles de quelque cent treize exposants ont somméillé pendant onze jours dans l'indifférence générale.

Ce fut le « Salon de l'ennui », où seule la voiture du parfait agent secret utilisé par James Bond pour tourner ses films eut un gros succès. Il est vrai que cette Aston-Martin, équipée de butoirs de pare-chocs, de clignotants pouvant basculer et découvrir deux mitrailleuses, et équipée d'un siège éjectable pour « vider » un passager indésirable par le toit, tout cela avait de quoi faire rêver les amateurs de policiers à « sensation ».

Mais revenons aux choses sérieuses. L'industrie automobile traverse en France une crise sérieuse. Pour toucher du doigt cette affirmation il suffisait de passer quelques heures sous la voûte de la Porte de Versailles. Malgré les efforts des exposants qui rivalisèrent d'ingéniosité pour attirer le public vers leurs stands, malgré les effets décoratifs, il planait à ce 51^e Salon de l'Automobile une déception qui se lisait sur tous les visages des visiteurs.

Certes, le Salon étant un événement parisien, il y avait du monde, mais si l'on observait de plus près la foule qui déambulait entre les stands, on se rendait compte bien vite qu'elle venait cette année au Salon, comme elle se promène sur « les grands boulevards » un samedi après-midi.

« UNE PETITE VOITURE ETRANGERE »

Les années précédentes, le Salon débordait à l'extérieur du Parc des Expositions. Loin de l'entrée, les vendeurs de journaux spécialisés nous poursuivaient, lançant à longueur de journée leur « Toutes les informations sur la nouvelle voiture X ou Y ».

Cette année, rien. Si les vendeurs de journaux sont toujours là, ils se taisent, pour la simple raison qu'il n'y a aucune nouveauté dans ce morne Salon.

Les contrôleurs de tickets d'entrée ne s'épuisent guère à la besogne, et quand nous leur posons la traditionnelle question : « Alors, c'est la grande joule ? », nous sommes gratifiés d'une réponse qui se passe de commentaires : « C'est plutôt mou cette année. » Cette réflexion désabusée résume assez bien l'ambiance qui y règne, et particulièrement chez les marques françaises.

Autre signe révélateur de la crise, le mutisme des agents commerciaux des marques françaises, d'ordinaire très volubiles. A nos questions, les vendeurs répondent d'une façon évasive : « Les carnets de commandes sont loin d'être pleins, mais on ne se plaint pas, ça tourne quand même. » En dehors de cette phrase, aucun détail, aucun commentaire.

Cependant, si les vendeurs ne sont guère bavards, contrairement à leur réputation, d'autres le sont, et le point de vue d'un visiteur en quête d'une « petite voiture étrangère » devrait donner à réfléchir sur le danger que court l'industrie automobile française.

« Jusqu'alors, j'ai toujours possédé une voiture française, nous déclarait notre interlocuteur. J'étais fidèle à Citroën. J'ai eu une « traction », une 2 CV, puis une 3 CV, et quand les affaires marchèrent mieux une ID 19. Aujourd'hui, compte tenu de la circulation difficile, du prix élevé de l'essence, et surtout de la fragilité de la carrosserie française, je me tourne vers les marques allemandes. »

« Bien sûr, ajoute-t-il après un temps de réflexion, je ne les estime pas trop (les Allemands), mais je dois reconnaître que, sur le plan automobile, ils sont imbattables. »

Et pour prouver qu'il a raison, il nous entraîne vers le stand Ford, qui présente sa nouvelle Taunus 17 M.

« Constatez vous-même, me lance mon compagnon. Peut-on trouver une voiture française de cette qua-

lité, avec cette finition, pour ce prix ? »

Et je dois humblement reconnaître qu'il a bien raison. A prix égal, les voitures étrangères sont bien supérieures à nos voitures. Il en résulte que les ventes des voitures étrangères progressent régulièrement en France. Elles ont pris 13 p. cent de la clientèle en 1964, contre 11 p. cent en 1963.

TAXES, VIGNETTES ASSURANCE, GARAGE

Trois sur cinq des constructeurs français : Renault, Peugeot et Simca viennent de réduire leurs horaires. Citroën conserve le temps de travail, mais une partie du personnel « flottant » n'a pas été réengagée.

Nous l'avons dit : à marchandise égale, l'auto est plus chère en France qu'à l'étranger. L'achat d'une automobile représente, pour le budget d'un salarié français, une saignée

beaucoup plus importante que pour un ouvrier de Boston.

Autre nouvelle difficile, les restrictions du crédit. Selon les récentes mesures, il n'y aura plus que vingt et un mois de crédit au lieu de vingt-quatre, et il faudra verser comptant 30 p. cent du prix total au lieu de 25 p. cent.

Ajoutons à cela taxe, timbre, carte grise, assurance, garage, vignette, réparations, pneus, prix astronomique du litre d'essence, etc., et l'on comprend facilement pourquoi l'automobile française traverse une crise grave.

Et j'oubliais de préciser un point important : depuis quatre ans, la circulation sur les routes nationales a été multipliée par quatre, mais les crédits d'entretien ont été diminués de plus de 25 p. cent. Compte tenu de l'état des routes, conduire devient un danger.

Mais s'il est pénible de rouler, il est encore plus difficile de s'arrêter. Là encore, les chiffres sont effrayants : Paris et sa banlieue offrent 260.000 places de stationnement à 1.400.000 voitures.

Telle est la triste situation de l'Automobile française.

Telles sont les raisons d'une crise profonde qui risque d'avoir des graves conséquences sur les secteurs les plus divers de l'économie.

Dominique LAURY

LAIT

De la revendication professionnelle à la bataille politique

NOUS soulignons dans notre dernier numéro que, contrairement à ce qui se passait sous la IV^e République, les conflits sociaux ne pouvaient guère trouver de solution dans le cadre du Parlement. Les dirigeants des organisations agricoles viennent d'en faire l'expérience. Le débat qui vient d'avoir lieu à l'Assemblée nationale a, pour eux, été décevant.

De Gaulle savait ce qu'il faisait en intimant l'ordre à Pisani et à Pompidou d'aller affronter le Parlement. Il savait que les députés de la majorité, quelles que soient leurs récriminations, seraient obligés de rentrer dans le rang. Certes, il n'y a pas eu de vote, mais Pisani n'a fait aucune ouverture. Il faudra sans doute attendre le retour du « guide » — à la fin de cette semaine — pour que le gouvernement lâche du lest.

La proposition de certains membres de la majorité de revaloriser le lait en fonction de la qualité n'a pas été retenue jusqu'ici. Pisani s'est retranché, une fois de plus, derrière les exigences du plan de stabilisation, assurant qu'il ne reprendrait le dialogue qu'« après la grève ». Il s'est efforcé, par ailleurs, de situer le débat dans une perspective européenne. Evoquant les négociations qui vont s'engager avec nos partenaires des Six à la fin de l'année, il a réaffirmé son accord avec l'essentiel du Plan Marshall n° 2 — « réalisation d'un prix unique des produits agricoles en une fois, mais avec un délai d'un an ou deux ». Toutefois, le ministre de l'Agriculture n'a pas caché que la revalorisation des prix des céréales, de la viande et du lait qui en résulterait était difficilement compatible avec les objectifs du V^e Plan.

Ces explications n'ont pas calmé l'impatience des producteurs qui éprouvent malgré tout certaines difficultés à maintenir la grève des livraisons : lassitude devant une épreuve de force qui se prolonge ; insuffisance des industries de transformation, risques d'impopularité en dépit d'une attitude généralement bienveillante des syndicats ouvriers, notamment de la fédération de l'agriculture C.F.T.C. Le secrétaire général de cette organisation, Michel Rolant, a justifié ainsi le soutien apporté par les salariés de l'agriculture à leurs « patrons » de la F.N.S.E.A. : « Si cette grève échoue, l'autorité des organisations syndicales et leur aptitude à intervenir dans le règlement des problèmes professionnels seraient mises en échec pour longtemps. Le refus du gouvernement de prendre en considération les revendications paysannes doit être considéré comme un indice de la volonté de casser les exploitants agricoles. Ce sera demain le tour des ouvriers. »

Les agriculteurs du Sud-Ouest

avaient tenté d'écouler leur lait à un prix supérieur au prix légal. Les poursuites engagées contre les détaillants qui acceptaient d'incorporer cette majoration dans leur prix de vente ont amené les producteurs à renoncer à cette démonstration.

Vers de nouvelles formes d'action ?

Une autre forme d'action réside dans les rassemblements et les marches sur les préfectures décidés par les agriculteurs des départements du Centre et du Sud-Ouest.

Ce qu'il faut noter, c'est que l'intransigeance du gouvernement amène les syndicats agricoles à se placer de plus en plus sur le terrain politique. Sans doute, des liens plus ou moins étroits ont toujours existé entre les notables de l'agriculture et les partis de droite. Ce n'est pas pour rien que M. de Caffarelli, président de la F.N.S.E.A., redoutait que le rassemblement des agriculteurs du Sud-Ouest ne serve l'extrême-gauche. Mais, cette fois, les appuis traditionnels font défaut. Du coup, la F.N.S.E.A. décide de prendre des contacts avec des groupes de l'opposition parlementaire, ainsi qu'avec le patronat et les syndicats ouvriers.

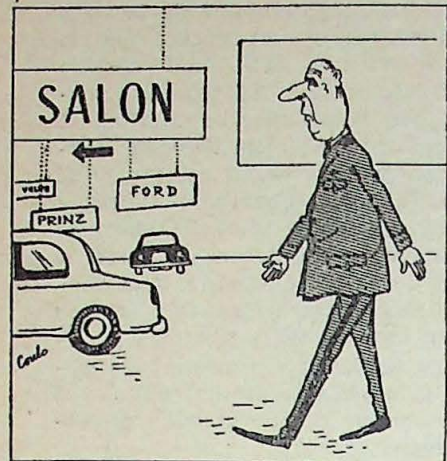
D'autre part, il ne semble pas que les dirigeants de la F.N.S.E.A. prendront contact avec les représentants du parti communiste (bien que ses militants jouent parfois un rôle très actif dans les syndicats agricoles). Conscient des risques d'impopularité du mouvement actuel, le P.C. met d'ailleurs l'accent sur les « bénéfices des trusts laitiers » et un de ses porte-parole à l'Assemblée nationale a déclaré que « la grève du lait n'est peut-être pas le meilleur moyen, pour les paysans, de faire aboutir leurs revendications » ce qui l'a amené à préconiser d'autres formes d'action.

Cependant, quelles que soient les réticences des notables de l'agriculture à lâcher leurs allés traditionnels, la bataille du lait n'aura fait qu'accélérer une évolution politique déjà perceptible dans les organisations paysannes.

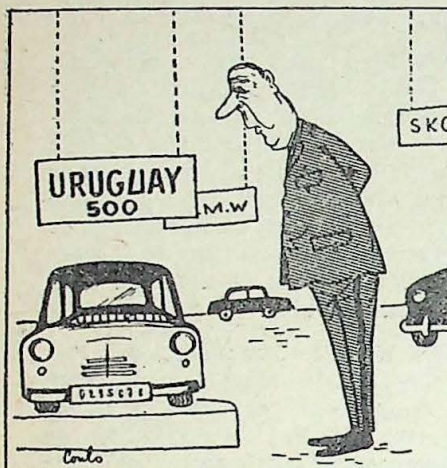
Nous n'en voulons pour preuve que cette déclaration de M. Marcel De-neux, membre du conseil d'administration de la F.N.S.E.A. et ancien président du O.N.J.A. : « Si l'actuel gouvernement veut continuer à nous ignorer, s'il refuse toujours le dialogue, nous pourrions nous mettre d'accord avec les organisations politiques qui nous comprennent (...), y compris les communistes. Le monde paysan franchissant le Rubicon, la physionomie politique du pays changerait radicalement. On en verrait les conséquences lors des prochaines consultations électorales. »

Maurice Combes.

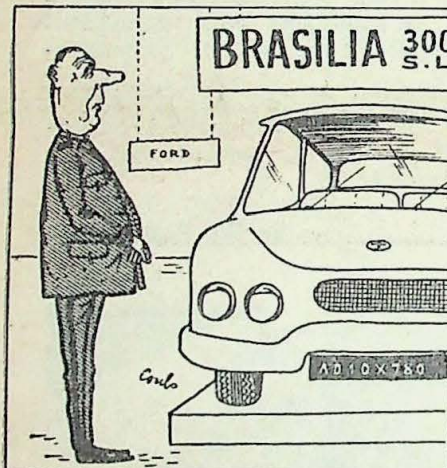
Les vignettes du Seigneur



— ...Voyons voir les nouveautés étrangères...



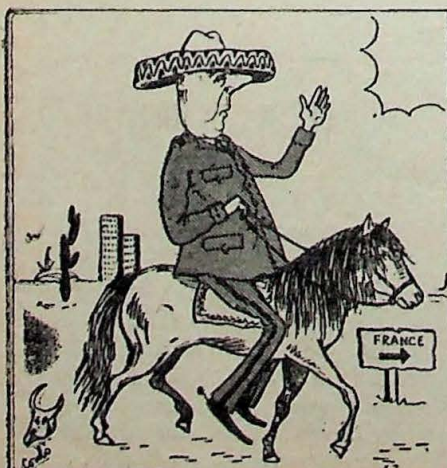
— ...Trop petite !



— ...Trop grand !



— ...Trop révolutionnaire.



— ...Rien ne vaut la monture traditionnelle



Tshombé contre l'Afrique.

(Photo Agip.)

AFRIQUE

Un chef coutumier à Paris

APRES Le Caire et Athènes, Paris a vu Tshombé. Le suspect n° 1 de l'affaire Lumumba s'est présenté en victime de l'antagonisme qui, au cours des siècles passés, opposa parfois Africains noirs et Arabes. Une fois de plus, Tshombé a donné le spectacle de son remarquable sens de l'opportunité qui lui a valu, reconnaissons-le, de notables succès politiques. Il sait qu'il existe dans les milieux de l'extrême droite française des gens toujours prompts à manger de l'Arabe.

Au demeurant, ses déclarations à l'usage de l'Europe — d'une certaine Europe — risquent peu de porter sur l'opinion africaine. La récente réunion du Caire a plutôt des chances de susciter un resserrement des liens unissant déjà le monde islamique et le monde noir. C'est en effet grâce à l'intervention énergique de deux chefs d'Etat arabes : Nasser et Ben Bella, que l'homme considéré par la masse des Africains comme l'assassin de celui qui portait les espoirs de tout un continent n'a pas eu droit de cité à la conférence des non-alignés et qu'il rentre à Léopoldville en vaincu.

L'ombre de Lumumba

Il serait prématuré, cependant, de voir dans la défaite essuyée au Caire par Tshombé l'écroulement immédiat du tshombisme. Ce n'est un secret pour personne que, pour réussir à mettre l'actuel chef du gouvernement de Léopoldville au ban des nations non alignées, le président Nasser a dû quelque peu manœuvrer la conférence. Tous les chefs d'Etat africains n'étaient pas foncièrement hostiles à Tshombé. Quelques semaines avant la réunion du Caire, Léopold Senghor s'était signalé par quelques discrètes mais efficaces interventions en sa faveur ; au début de la conférence, Haïlé Sélassié, empereur d'Ethiopie, avait pris le relais du président du Sénégal. Si, finalement, certains chefs d'Etat africains ont accepté de se rallier aux points de vue exprimés par Nasser et Ben Bella, c'est surtout dans

la crainte de l'impopularité que risquait de susciter auprès de leurs peuples une attitude contraire.

Les piliers du Pouvoir

L'écroulement du tshombisme risque, en effet, de provoquer en Afrique des bouleversements qui ne font pas l'affaire de certains hommes politiques en place. Pour le comprendre, il faut se souvenir que le pouvoir de Tshombé repose sur deux forces essentielles, à savoir les sociétés minières et la chefferie coutumière.

● **LES SOCIÉTÉS MINIERES.** — La province congolaise du Katanga possède notamment d'importants gisements de cuivre. On sait que les sociétés financières qui contrôlent l'extraction de ce métal sont particulièrement nerveuses à l'heure actuelle : les principaux gisements de cuivre se trouvent dans des secteurs de la planète considérés comme politiquement instables. Aussi les sociétés se montrent-elles très généreuses à l'égard des hommes politiques prêts à défendre leurs privilèges. Cette situation permet aux actuels dirigeants de Léopoldville de disposer de possibilités financières non négligeables dans cette Afrique où la corruption instaurée par la colonisation n'a pas toujours disparu avec le départ des puissances coloniales.

● **LA CHEFFERIE COUTUMIERE.** — Le pouvoir, au Congo-Léo, est entièrement aux mains de la chefferie coutumière qui correspond, *grosso modo*, au pouvoir féodal qui existait en Europe au Moyen-Age. La chefferie est dominée par ce qu'on appelle les grands chefs : Tshombé, Kasavubu, Kalondji, Mobutu. Ces grands féodaux, qui savent vivre avec leur temps, ont renoncé aux revenus incertains de la propriété foncière pour « coopérer », à titre individuel, avec les grandes sociétés étrangères implantées sur leur territoire. Comme cette politique ne fait pas, bien entendu, l'affaire de leur peuple, ils s'appuient, pour conserver le pouvoir, sur une multitude de moyens et petits chefs tribaux auxquels ils distribuent des portefeuilles de ministres et de sous-ministres, des postes de fonctionnaires de toutes sortes, selon l'importance des tribus représentées par les intéressés. Tout ce monde se partage la majeure partie des ressources congolaises au détriment des masses paysannes. On conçoit, dans ces conditions, les succès remportés par le C.N.L. (Comité National de Li-

bération) qui, sous l'impulsion de Pierre Mulélé, de Gaston Soumialo et d'un certain nombre d'autres hommes politiques congolais, ont entrepris l'action armée contre cet état de choses.

Les féodaux africains

Or le Congo-Léo n'est pas le seul Etat africain aux mains d'une chefferie coutumière. Sans doute, l'incurie unanimement reconnue de l'ancienne administration belge, d'une part, la présence de puissants intérêts miniers, d'autre part, contribuent-elles à rendre dans cette région de l'Afrique le pouvoir féodal plus pesant et plus féroce qu'ailleurs. Bien d'autres pays africains, cependant, parvenus à l'indépendance, eux aussi sous l'emprise de féodalité autochtone, risquent de subir les répercussions d'un bouleversement politique au Congo.

C'est pourquoi la défaite de Tshombé — si elle se confirme — a peu de chances, à court terme, d'amener l'écroulement du système politico-économique incarné par le chef du gouvernement du Congo-Léo. Tshombé n'est que l'expression — extrêmement brillante il est vrai — d'une organisation qui ne repose pas que sur lui. Au cas où il serait « brûlé », la chefferie coutumière est en mesure de lui trouver un successeur : il ne manque pas d'Adoulas en réserve. Elle est assurée, au demeurant, de ne pas manquer, pour cette opération, d'appuis à l'extérieur et à l'intérieur de l'Afrique. La mission américaine à Léopoldville fait grand état actuellement d'un jeune colonel nommé Malumba qui serait, à l'entendre, un futur général Kahn.

Bien entendu, il n'y a pas de général Kahn sans Vietcong en face. Si l'écroulement de Tshombé n'amène pas à court terme la désintégration du tshombisme, il s'avère que la chefferie coutumière devra jouer de plus en plus serré avec le C.N.L. Kasavubu, Tshombé et Kalongji ont sans doute leurs alliés en Afrique ou ailleurs ; mais Pierre Mulélé, Gaston Soumialo et leurs amis voient dans le même temps grandir leur audience. Outre l'appui que leur ont accordé implicitement, au Caire, les chefs d'Etat groupés derrière Nasser, Ben Bella, Modibo Keita, Massemba-Débat, etc., ils sont appelés à bénéficier également de l'extension du mouvement révolutionnaire dans cette partie du continent africain. N'oublions pas qu'après la Guinée portugaise et l'Angola, le Mozambique vient de voir à son tour, ces jours derniers, des maquis se former sur son territoire.

Jacques Vivien.

Le Caire : Progrès et ambiguïtés du non-alignement

LA deuxième conférence des pays non alignés, qui vient de se terminer au Caire, est plus importante que la lecture du communiqué final pourrait le faire croire.

Dans une interview du journal « Le Monde », le Président de la République cubaine, Oswaldo Dorticos, déclarait il y a quelques jours : « Le concept du non-alignement a beaucoup évolué depuis la conférence de Belgrade. Il exige essentiellement que l'Etat intéressé ne fasse pas partie d'un bloc militaire ». Sous l'optimisme de convention d'une déclaration officielle, cette phrase résume assez bien les progrès et les ambiguïtés du non-alignement.

Les progrès sont incontestables si l'on considère que près de la moitié des membres des Nations Unies participaient à la deuxième conférence. Cette participation massive a une signification très claire. Elle exprime la méfiance des petites nations envers les géants qui se partagent aujourd'hui le monde. Mais ce renforcement quantitatif des pays non alignés, s'il présente en lui-même un intérêt incontestable quant au rapport mondial

des forces, aggrave en même temps les contradictions et le caractère confus du non-alignement.

La diversité des régimes et des orientations politiques, leurs rapports plus ou moins étroits avec l'une ou l'autre des grandes puissances rend difficile, même sur le plan purement diplomatique, l'élaboration d'une politique commune. Déjà, lors de la conférence de Belgrade, on pouvait se demander si l'action des pays non alignés tendrait à la formation d'une troisième force mondiale (politique et non militaire) pour défendre les intérêts spécifiques des petites nations contre l'impérialisme, ouvert ou dissimulé, des géants ; ou s'il s'agirait au contraire de constituer un groupe intermédiaire de bons offices, pour atténuer la guerre froide et contribuer au rapprochement des blocs, dans le cadre de la coexistence pacifique.

Cette dualité est apparue d'autant plus nettement à la conférence du Caire que la situation internationale est aujourd'hui moins tendue et que les mots d'ordre purement pacifistes ont perdu de leur virulence. Pour les uns, il s'agissait de placer la conférence dans le prolongement de la conférence de Genève, en insistant sur



(Photo Keystone.)

Nasser : habile défenseur de l'Afrique Noire.

les problèmes économiques et sur la rationalisation des rapports entre les pays industriels et les pays sous-développés. Pour les autres, c'est dans le prolongement de Bandoeng et d'Alger qu'il fallait placer les débats, en insistant sur les problèmes politiques et sur l'achèvement de la décolonisation par une lutte directe contre toutes les formes d'impérialisme.

On a qualifié un peu sommairement de « chinoise » la deuxième position, soutenue notamment par l'Indonésie, l'Algérie, le Ghana et Cuba tandis que la première avait pour principaux porte-parole la Yougoslavie et l'Inde. Dans ces conditions, la résolution finale ne pouvait être qu'un compromis entre ces deux orientations, dont il est cependant permis de se demander si elles ne sont pas, à plus long terme, inconciliables.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15').

LE 3 NOVEMBRE L'AMÉRIQUE VOTE

JOHNSON VA L'EMPORTER

KENNEDY avait essayé de mobiliser quelques-uns des meilleurs sentiments de l'Amérique — et il a été assassiné.

Goldwater joue sur les sentiments les plus troubles, au fond desquels il y a presque toujours la peur. Peur du communisme, peur de l'Etat, peur du Noir, peur du monde extérieur : c'est toujours la peur de l'AUTRE.

Après un foudroyant succès initial qui lui a livré le parti républicain, ce Poujade du Nouveau Monde, un Poujade multimillionnaire (en dollars), soutenu par une bonne partie de l'armée et lié aux groupuscules fascistes (il a lui-même travaillé avec la « John Birch Society », cet embryon d'O.A.S. américaine) est en train d'échouer.

A moins d'un imprévisible coup de chien international d'ici au 3 novembre, Goldwater va coûter cher au parti républicain. Il lui fera perdre des sièges et une part de son influence.

L'union du « big business » et du « Labor »

Johnson doit donc l'emporter. Que représente-t-il ?

Il s'adresse aux sentiments moyens de l'Américain moyen. Lui aussi, en un sens, joue sur la peur, mais sur une peur réelle, objectivement justifiée, sur la crainte de dangers connus : la guerre, le chômage, la fascisation de l'Amérique. C'est pourquoi il est soutenu par la plupart des intérêts organisés — du « big business », le grand capitalisme, au « Labor », les syndicats, en passant par les associations agricoles.

Quand, au début de la campagne électorale, un bon nombre d'hommes

d'affaires réputés républicains se prononcèrent pour Johnson et proclamèrent leur intention de soutenir — y compris à coups de dollars — sa campagne électorale, ils le firent sur le mot d'ordre suivant : « Ça ne va pas si mal, ce n'est pas le moment de secouer le bateau ».

Quand Johnson choisit pour coéquipier Hubert Humphrey, l'un des hommes de la gauche démocrate, ce choix fut approuvé non seulement par les syndicats, par les organisations noires « respectables » (celles qui croient en des réformes, qui se souviennent que Humphrey a lutté pour l'égalité des droits), par les associations de cultivateurs (qui ont besoin de l'Etat pour garantir leurs prix et absorber leurs excédents), mais aussi par les hommes du grand capital.

Pourvu que ça dure

Cela veut dire que, dans l'état actuel des choses, des forces sociales opposées se rencontrent pour étayer un Etat qui est aussi le lieu de rencontre de leurs intérêts. Le programme d'une telle coalition, c'est : pourvu que ça dure.

Voilà qui n'empêche pourtant pas les ouvriers de l'auto de faire grève contre la direction de la General Motors, qui veut démolir leur appareil syndical ; ni les dockers de la côte Atlantique d'avoir lancé, ce mois-ci, le premier mouvement ouvrier de masse (60.000 salariés) contre l'automatisation. Mais remarquons que ces grèves, elles-mêmes, tendent non à conquérir de nouveaux droits, de nouvelles conditions de travail ou de nouveaux rapports sociaux, mais avant tout à conserver et à aménager ce qu'en Amérique on nomme des « privilèges » : les droit syndicaux et le droit au travail.

Et l'avenir ?

Kennedy, on s'en aperçoit maintenant, avait tenté à sa manière de briser la routine du conservatisme américain, dont Johnson se présente précisément comme le mainteneur.

Il est significatif que le Congrès démocrate ait fait une ovation à la mémoire de Kennedy tout en confiant l'avenir du parti (et celui de la nation) à un couple de politiciens professionnels terre à terre.

C'est que l'Amérique vit encore dans la hantise de la guerre froide et déjà dans celle d'une crise économique. Elle a besoin d'être rassurée, comme sous Eisenhower. Johnson après Kennedy, c'est évidemment un pas en arrière.

Tout se passe comme si le peuple américain — surclassé par les Russes dans le cosmos, menacé par ses propres échecs en Amérique latine et en Asie, inquiet de sa faible croissance économique, troublé par l'insurrection latente de ses Noirs — se souciait d'abord — sinon seulement de gagner du temps.

Du temps... Johnson lui en promet. Il a pris pour thème la paix : Goldwater, qui s'est vanté de laisser l'emploi des armes nucléaires à la discrétion de l'état-major, ce serait le risque de guerre permanent. C'est un enjeu qui rend très bien. Les masses américaines comprennent ce langage de la paix. Depuis un mois, les positions des démocrates se sont renforcées à vue d'œil.

Mais l'avenir ? Personne n'en parle. Il est vrai que l'avenir de l'Amérique ne dépend plus d'elle seule, mais de ses rapports avec l'U.R.S.S., avec l'Europe, avec le Tiers-Monde. Même Kennedy était loin d'avoir indiqué des solutions claires au problème des relations entre les Etats-Unis et le monde.

Paul Parisot